

Questions d'actualité

Conflit Israélo-palestinien

[Pierre Moscovici \(06/01\)](#)

" Nous proposons que notre assemblée mette sur pied une délégation parlementaire pluripartisane, si possible européenne, et nous appuyons la demande d'un débat devant l'Assemblée nationale sur la situation au Proche-Orient. "

Situation économique

[Jean-Marc Ayrault \(06/01\)](#)

" Nous étions en droit d'espérer un plan de relance comparable pour les Français, mais ce qui nous est proposé aujourd'hui n'est tout simplement pas à la hauteur de l'enjeu. "

Situation des hôpitaux

[Christian Eckert \(06/01\)](#)

" C'est sciemment que vous organisez des faillites qui vous servent aujourd'hui de prétexte aux transferts du public vers le privé, de prétexte à la fermeture de lits d'hôpital, de prétexte à la disparition de structures publiques pourtant nécessaires. "

Juge d'instruction

[Dominique Raimbourg \(06/01\)](#)

" Au moment où l'on observe une extrême concentration des pouvoirs à l'Élysée, comment ne pas s'inquiéter, tant pour l'indépendance de la justice que pour les libertés individuelles ? "

[Elisabeth Guigou \(07/01\)](#)

" Premier problème : l'impartialité des enquêtes. Second problème : la rupture d'égalité de tous devant la justice "

Plan de relance

[Alain Rousset \(07/01\)](#)

" Ne devrait-on pas profiter du plan de relance pour clarifier les compétences, afin que les grands investissements de l'État soient assumés par l'État, et les responsabilités des collectivités locales par les collectivités locales, ce qui permettrait de relancer immédiatement l'activité économique dans notre pays ? "

[Henri Emmanuelli \(07/01\)](#)

" Sur les prétendus 26 milliards d'euros de votre plan de relance -qui se résume en réalité à des mesures de trésorerie destinées aux entreprises - moins d'un milliard est affecté à ce qui devrait en être le second volet, à savoir la consommation, la demande et le pouvoir d'achat. "

[Joël Giraud \(07/01\)](#)

" Le droit d'amendement est un fondement de la démocratie parlementaire. Toute mesure visant à l'encadrer, à le restreindre ou même à le " rationaliser " est à nos yeux au mieux dangereuse, au pire liberticide "

L'actualité du groupe un plan de relance insuffisant et unijambiste



L'Assemblée nationale examinait cette semaine " le plan de relance " du gouvernement. Nicolas Sarkozy a prononcé pas moins de 7 discours sur la crise depuis le 25 septembre dernier. Mais toutes les paroles ne parviennent pas à masquer le vide des actes.

Certains de nos voisins européens, comme l'Espagne ou la Royaume-Uni, ont choisi d'agir sur l'offre, mais aussi sur la demande. Ce n'est pas le choix qu'a fait la droite. Les dispositions de ce plan n'ont rien d'un plan de relance, qui devrait être massif et à effet immédiat. Il mobilise à peine 0,30% du PIB. Il est donc totalement insuffisant au regard de l'ampleur de la crise. Il est largement inadapté puisque presque rien ne concerne la relance de la consommation et l'investissement immédiat comme le logement. Il y a pourtant urgence : la récession est inévitable pour 2009 et le nombre de chômeurs a augmenté de 172 000 depuis avril 2008.

Au total le projet de loi de finances rectificative pour 2009 porte sur 26 milliards d'euros sur 2 ans, dont près de 20 milliards ne sont que des avances de trésorerie que l'Etat doit de toutes façons aux entreprises, aux collectivités locales, ou des dépenses déjà programmées. L'autre projet de loi visant à " l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés " comporte des dispositifs sans commune mesure avec les attentes des Français. Ainsi, l'article premier prévoit de revoir les règles sur la mitoyenneté des bâtiments...

Les députés SRC ont une fois de plus demandé au gouvernement de renoncer au paquet fiscal, qui prive l'Etat d'une marge de manœuvre essentielle en cette période de crise. Ils ont défendu plusieurs amendements visant à augmenter la prime pour l'emploi, à pousser les entreprises à des accords en terme de salaires et d'emplois e contrepartie des exonérations de cotisations salariales ou encore à baisser la TVA sur les produits de première nécessité. S'agissant des investissements, ils ont proposé une hausse des dotations aux collectivités locales qui réalisent 75% des investissements publics. Ils ont proposé de rétablir la demi-part fiscale pour les parents isolés.

Rappelons que le Parti Socialiste présentera un plan de relance digne de ce nom le 21 janvier prochain.

Les décisions du groupe :

► [Proposition de loi relative à la communication aux parlementaires des avis de la CNIL sur les projets de loi et à sa composition paritaire entre la majorité et l'opposition \(lien\)](#)

En téléchargement :

► [Lettre à Bernard Accoyer sur le projet de loi organique](#)



Vœux à la presse de Jean-Marc Ayrault

" Nous sommes en état de légitime défense "



Le Président du Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche a adressé ses vœux pour 2009 à la presse mardi 6 janvier. Jean-Marc Ayrault a rappelé en premier lieu l'importance de la question des libertés publiques, malmenées par le gouvernement. On le voit dans ses attaques contre la justice ou la presse. Il a à ce propos salué la longue bataille parlementaire menée sur le projet de loi audiovisuel qui a permis de mettre à jour cette " dangereuse dérive ".

Le grand sujet de début 2009 est le projet de loi organique, examiné à partir de la semaine prochaine, qui porte atteinte au droit d'amendement. Jean-Marc Ayrault a condamné une " conception autoritaire du pouvoir " incarnée par Nicolas Sarkozy. Le ton est donné : " Nous utiliserons toutes les procédures que nous confèrent encore la loi pour défendre la souveraineté de nos assemblées. Nous sommes en état de légitime défense. "

Le Président du Groupe a enfin relevé le gouffre entre la gravité de la crise financière et les réponses apportées par le gouvernement. Les règles du jeu ne changent pas, on assiste au contraire à davantage de dérégulation, ce dont témoignent les dernières initiatives de la droite comme la retraite à 70 ans, le plan social dans l'Education nationale, la fin de la loi SRU... Les députés SRC seront donc plus que jamais présents et mobilisés pour cette année 2009 afin de se battre contre " la combinaison d'un Etat autoritaire et d'un Etat inégalitaire "

[Lire l'intégralité des vœux](#)



Les votes du Groupe

Projet de loi ratifiant l'ordonnance sur la filiation : **ABSTENTION**

Projet de loi de finances rectificative pour 2009 : **CONTRE**

Projet de loi accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés : **CONTRE**

FLASH

le travail du dimanche enlisé

Suite à la mobilisation totale des députés SRC, le texte sur le travail du dimanche est reporté sine die

Focus international

[Pour une FINUL BIS à Gaza - Gérard Bapt](#)



[Déclaration des quatre députés SRC membres de la mission sur la politique de la France en Afrique](#)